MONTIGNY LE BRETONNEUX
La ville qui vous va bien

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES YVELINES

Commune de Montigny-le-Bretonneux

DIRECTION – POLICE MUNICIPALE

ARRÊTE MUNICIPAL temporaire - DGS/2026/R-CP/499

OBJET : Autorisation de stationnement pour un déménagement au 2 Boulevard d'Alembert le mercredi 11 novembre 2026

Le Maire de la Commune de Montigny-le-Bretonneux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2213-1, L.2213-2, concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu l'arrêté et l'instruction ministériels sur la signalisation routière modifiés par les textes subséquents,

Vu la demande effectuée par Madame Lilou BELOT souhaitant effectuer un déménagement **au 2 Boulevard d'Alembert le mercredi 11 novembre 2026 à Montigny-le-Bretonneux,**

Considérant que pour assurer ce déménagement dans les meilleures conditions de sécurité et de commodité de la circulation, il convient de lui réserver 2 emplacements de stationnement matérialisés au **2 Boulevard d'Alembert le 11 novembre 2026.**

ARRÊTE

Article 1 :
Deux emplacements de stationnement matérialisés **au 2 Boulevard d'Alembert à Montigny-le-Bretonneux** seront neutralisés et réservés **le mercredi 11 novembre 2026** pour Madame Lilou BELOT.

Article 2 :
Le demandeur aura à sa charge, le positionnement des barrières de police mises à disposition par les services techniques de la ville, sur les emplacements de stationnement désignés à l'article 1 du présent arrêté et veillera à leur maintien en place.
Il devra apposer de façon visible, le présent arrêté sur les barrières de police.

Article 3 :
Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'opération de déménagement.

Article 4 :
La ville de Montigny le Bretonneux ne saurait être responsable de l'indisponibilité des emplacements de stationnement désignés à l'article 1, le jour souhaité, due au manquement du demandeur pour le placement et le maintien en place des barrières de police.

Sous réserve de la bonne conformité de la signalisation en place, les véhicules en infraction aux présentes dispositions seront considérés comme gênants et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière dans les conditions fixées par l'article 325-1 et 325-2 du code de la route.

Article 5
Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
- Monsieur le Commissaire chef de Police de la Circonscription de police d'Elancourt
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Madame Lilou BELOT

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet à compter de la présente notification (ou publication selon la nature de l'acte) dans un délai de deux mois :
- *D'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet,*
- *Ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles.*

Fait à Montigny-le-Bretonneux,

Le 30/10/2026.

Maire de Montigny-Le-Bretonneux
Président de Saint-Quentin-en-Yvelines
Conseiller départemental

Pour le Maire empêché,
L'Adjoint au Maire délégué

MAIRIE DE MONTIGNY LE BRETONNEUX (YVELINES)

Yannick LE DORZE
1ER Adjoint au Maire
Délégué au Scolaire & Périscolaire
Conseiller Communautaire de St-Quentin-en-Yvelines

Lorrain MERCKAERT